

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE

S/5995  
2 octobre 1964  
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-  
FRANCAIS

LETTRE EN DATE DU 1er OCTOBRE 1964 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE  
SECURITE PAR L'OBSERVATEUR PERMANENT DE LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à l'attention du Conseil de sécurité les preuves d'une intervention extrêmement grave du Gouvernement cambodgien dans les affaires intérieures de la République du Viet-Nam. Cette intervention ne vise rien moins qu'à renverser le Gouvernement légitime de la République du Viet-Nam, grâce à la coopération du Gouvernement cambodgien avec les éléments opposés au Gouvernement vietnamien et avec le Viet-Cong, dirigé par le régime d'Hanoï. Cette action, qui est contraire au droit international et à la Charte des Nations Unies, met en lumière la véritable nature de la "neutralité" que le Gouvernement cambodgien proclame si souvent et qu'il cherche à entourer de "garanties" par la convocation d'une nouvelle conférence de Genève à laquelle participeraient les régimes de Pékin et d'Hanoï.

Comme preuve irréfutable de l'intervention criante du Gouvernement cambodgien dans les affaires intérieures du Viet-Nam et de sa collusion avec le Viet-Cong, je joins à la présente photocopie d'une lettre en date du 27 août, signée du prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat cambodgien, et adressée à un chef de l'opposition vietnamienne, résidant à Paris. Le nom du destinataire a été supprimé sur la photocopie pour des raisons de sécurité.

Le Chef de l'Etat cambodgien déclare expressément dans cette lettre qu'à la demande du destinataire il a pris contact avec Nguyen Huu Tho, chef du prétendu "Front de libération nationale", qui est dirigé d'Hanoï, et il confirme son accord pour l'organisation d'une réunion à Pnom-Penh - où toutes les mesures de sécurité nécessaires seront prises - entre des représentants du prétendu "Front de libération nationale" dirigé d'Hanoï et les politiciens vietnamiens qui se sont voués au renversement du Gouvernement de la République du Viet-Nam et résident actuellement en France.

Il convient de souligner que le prétendu "Front de libération nationale" mentionné dans cette lettre n'est qu'un bras du régime d'Hanoi qui cherche depuis plusieurs années, par la violence, la subversion, l'infiltration, le sabotage et la guerre déclarée, à détruire le Viet-Nam libre et à imposer le joug communiste à la République du Viet-Nam. Ce "front" est bien connu du peuple vietnamien et du monde entier sous son autre nom : le Viet-Cong.

Il ressort très clairement de la lettre du Chef de l'Etat cambodgien qu'il ne se conforme pas à la politique de neutralité à l'égard de la République du Viet-Nam qu'il a proclamée à maintes reprises. En 1962, dans un message au Président de la dix-septième session de l'Assemblée générale, le Gouvernement cambodgien a déclaré qu'il "suivait ... une politique de stricte neutralité dans le conflit idéologique qui avait abouti à une guerre au Viet-Nam du Sud" (Assemblée générale, dix-septième session, Première Commission, 1275<sup>ème</sup> séance, 14 novembre 1962). Plus récemment, les membres de la Mission du Conseil de sécurité au Royaume du Cambodge et en République du Viet-Nam ont reçu l'assurance que "le Gouvernement royal du Cambodge ... [entendait] s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de la République du Viet-Nam ..." (S/5832, 27 juillet 1964, par. 37). Malheureusement, le Cambodge n'a jamais respecté les assurances qu'il avait données. Celles-ci, en fait, ont tout juste la valeur du papier sur lequel elles ont été consignées.

Tout en continuant à réclamer à grands cris la réunion d'une nouvelle conférence de Genève pour garantir sa neutralité, le Cambodge entretient cyniquement des liens étroits avec le Viet-Cong et avec les éléments qui cherchent à saper l'intégrité et la souveraineté de la République du Viet-Nam.

Cette nouvelle preuve de la collusion qui existe entre le Gouvernement cambodgien et le Viet-Cong éclaire d'un jour nouveau les motifs qui ont amené le Gouvernement cambodgien à désavouer les promesses qu'il avait faites en juillet 1964 à la Mission du Conseil de sécurité d'accepter l'envoi au Cambodge de contrôleurs des Nations Unies "pour prouver sa bonne foi" et pour démontrer la véracité de ses affirmations selon lesquelles aucun membre du Viet-Cong n'avait passé la frontière cambodgienne ou été présent sur le territoire cambodgien.

Le Gouvernement vietnamien considère que cette intervention flagrante du Gouvernement cambodgien dans les affaires intérieures du Viet-Nam est d'une extrême gravité et il se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires pour faire face à la situation.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir faire distribuer la présente communication, avec la pièce jointe, comme document officiel du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur,  
(Signé) Nguyen Phu Duc

Pièce jointe : Photocopie de la lettre susmentionnée du Chef de l'Etat cambodgien, en date du 27 août 1964.



SAMDECH PREAH  
NORODOM SIHANOUK UPAYUVAREACH  
CHEF DE L'ÉTAT DU CAMBODGE

PHNOM PENH, le 27 Août 1964

N° 837/SPU

*à Son Excellence*

Monsieur le

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous faire connaître que le Président du Front National de Libération du Sud-Vietnam, Me NGUYEN HUU THO, a répondu positivement à mes démarches entreprises à votre demande en vue de l'établissement d'un contact entre un représentant du Front et un envoyé mandaté par vous-même et les personnalités vietnamiennes de l'opposition au régime de Saigon réfugiées en France.

Il m'est également agréable de vous confirmer mon accord pour que cette rencontre ait lieu à Phnom-Penh où toutes les garanties de sécurité seront assurées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute et amicale considération ./-

*S. Sihanouk*

NORODOM SIHANOUK.

